



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

17/01/2024

Élections à Taïwan : des choses bougent prudemment et où la question sociale revient au devant de la scène

Les élections présidentielles et législatives à Taïwan et leurs résultats étaient attendus avec beaucoup d'intérêts compte-tenu de l'enjeu que représente l'avenir de l'île dans les rapports internationaux et tout particulièrement entre la République Populaire de Chine (RPC) et les États-Unis.

Avant de décrire les résultats de ces élections et les principales réactions qu'ils ont suscitées, il convient de rappeler le statut de l'île de Taïwan au regard de la RPC^[1].

La conférence du Caire du 1^{er} décembre 1943 auquel la Chine participa confirmée par la déclaration de Potsdam du 26 juillet 1945 prévoyait que l'île de Taïwan soit, après la défaite du Japon, rétrocédée à la République de Chine. La défaite du Japon entraîna cette rétrocession de l'île à la République de Chine dominée par le Kuomintang le 25 octobre 1945.

La fondation de la république Populaire de Chine en décembre 1949 marqua la défaite de Tchang Kaï-Chek et du Kuomintang KMT. Ce dernier se réfugia à Taïwan avec plus de 2 millions de militaires, fonctionnaires et partisans du KMT. Leur arrivée s'est traduite par une mainmise sur l'ensemble de l'appareil étatique et économique de l'Île. La loi martiale y fut maintenue, les syndicats et partis furent interdits (sauf le KMT). A la mort de Tchang Kaï-Chek son fils lui succéda et il desserra progressivement l'étau dictatorial mis en place par son père.

La République de Chine occupait le siège de la Chine à l'ONU jusqu'en **1971, date à laquelle c'est la République Populaire de Chine qui fut reconnue comme l'unique représentant légitime**. Elle devint membre du conseil de sécurité. La République Populaire de Chine considère donc Taïwan comme une de ses provinces et refuse toute relation diplomatique avec les pays qui reconnaissent la république de Chine. Cette réalité est acceptée par l'immense majorité des États représentés à l'ONU, y compris les États-Unis, seuls une quinzaine d'États mineurs entretiennent des relations diplomatiques avec Taïwan^[2]. Si la RPC conçoit donc légitimement le retour de Taïwan en son sein et exerce des pressions de nature variée en ce sens, malgré leur engagements à ne reconnaître que la RPC de nombreux États, les États-Unis en tête considèrent que l'île est pour eux un point d'ancrage et de conflit contre la RPC et tout particulièrement dans une zone de grande importance pour le commerce mondial. De ce fait, ils encouragent ouvertement les tentations sécessionnistes en leur apportant un appui économique et militaire. De plus Taïwan du fait de sa puissance industrielle dans le domaine des semi-conducteurs de hautes performances est un enjeu économique aussi bien pour la RPC que pour les États-Unis. Rappelons que l'entreprise Taïwanaise Foxconn a des intérêts importants en RPC où elle compte 800.000 employés quand, *près de 40 millions d'emplois chinois dépendent des multinationales taïwanaises. Rappelons aussi que les États-Unis s'emploient à développer leur propre puissance en matière de semi-conducteurs en devenant des concurrents de Taïwan. C'est à l'aune de ces réalités qu'ils convient d'analyser les discours et les comportements de chacun.*

Si les partisans à l'étranger d'une indépendance de Taïwan se sont réjouis de l'élection[3] comme Président du candidat du Parti Démocrate Progressiste (PDP) Lai Ching-te, celui-ci n'a obtenu que 40% des voix (avec une participation de 70%), bien moins que la candidate du PDP, Tsai Ing-wen qui en 2020 avait obtenu 57% des voix. Durant sa campagne Lai Ching-te s'est bien gardé de prononcer le mot d'indépendance, se contentant de celui de statu-quo. Les deux autres candidats Hou Yu-ih pour le KMT et Ko Wen-je pour le Parti Populaire Taïwanais (PPT) ont obtenus respectivement 33,5% et 26,5%. Ils ont développé leur campagne sur la recherche d'une amélioration des relations avec la RPC et surtout mis en lumière les difficultés sociales des habitants et tout particulièrement de la jeunesse.

Ces résultats se trouvent confirmés par les élections au parlement où le PDP avec 51 élus perd 10 sièges et la majorité absolue tandis que le KMT et le PPT obtiennent respectivement 52 (+14) et 8 (+3) sièges. Il faudra donc apprécier comment va s'articuler le pouvoir du nouveau Président avec celui du Parlement. Au bilan, personne ne peut parler d'un succès des partisans de l'indépendance de l'île.

Les réactions officielles de la RPC et des États-Unis reflètent cette situation. Les États-Unis ont confirmé leur position officielle : pas de reconnaissance de l'indépendance de Taïwan en restant sur le principe internationalement reconnu d'une seule Chine. Cela ne les empêchera pas de continuer à soutenir Taïwan et de l'utiliser comme un pion contre la RPC. De son côté la RPC a rappelé sa position de fond par une déclaration du porte-parole Chen Binhua du Bureau des affaires taïwanaises du Conseil des Affaires d'État à l'agence de presse Xinhua. Rappelant que : "Taïwan est une province de la Chine", M. Chen a déclaré que : "les élections ne changeraient pas le paysage fondamental et la tendance de développement des relations entre les deux rives du détroit, ne modifieraient pas l'aspiration commune des compatriotes de l'autre côté du détroit de Taïwan à forger des liens plus étroits et n'entraveraient pas la tendance inévitable de la réunification de la Chine." Il a ajouté que : "la partie continentale travaillerait avec les partis politiques, les groupes et les personnes concernés de divers secteurs à Taïwan pour stimuler les échanges et la coopération entre les deux rives du détroit, renforcer le développement intégré entre les deux rives du détroit, promouvoir conjointement la culture chinoise et faire progresser le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit ainsi que la cause de la réunification nationale."

On le voit, ces élections soulignent des évolutions dont la portée n'est guère quantifiable à ce jour et explique probablement la prudence des déclarations des principaux protagonistes.

^[1]<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/asie/1965-taiwan-risque-d-ouverture-d-un-nouveau-front-dans-les-affrontements-au-sein-de-l-imperialisme>

^[2]*En 1971 l'assemblée générale des Nations unies reconnaît la République populaire de Chine comme seul représentant légitime de la Chine à l'ONU en adoptant la résolution N°2758*

^[3]*L'élection à un tour désigne comme Président le candidat arrivé en tête*